



Vème CONGRES ORDINAIRE

MOTION À PROPOS DE LA PRIVATISATION TOUS AZIMUTS
DES SECTEURS STRATÉGIQUES DE L'ÉCONOMIE ET DE LA
SANTÉ

Considérant que :

- 1- Depuis la conférence nationale, il a été réaffirmé l'interdiction de privatiser les secteurs stratégiques et vitaux de l'économie nationale sous quelque prétexte que ce soit, à savoir : les secteurs de la santé, de l'eau, de l'énergie, de la communication, des mines, les secteurs maritime et agricole, etc. ...
- 2- Il en est ainsi parce qu'il s'agit de secteurs névralgiques de l'économie nationale et de la vie de notre peuple ;
- 3- Malgré cette interdiction, le Président Patrice TALON depuis son arrivée au pouvoir en avril 2016, a fait l'option du « tout privé et de l'Etat minimum » sous le prétexte fallacieux que l'Etat est mauvais gestionnaire ;
- 4- Ce choix politique d'accaparement et de privatisation à outrance au profit du Président Patrice TALON et son clan, se traduit par la désarticulation et la privatisation sauvage de toutes les entreprises publiques et parapubliques : OCBN, SBEE, SONEB, SONAPRA, ONS, ONASA, CNHU, HOMEL, Hôpitaux de zone, Bénin-Télécom, etc. ... sous des vocables aussi divers que variés (privatisation ; mise en concession ; affermage, gestion déléguée, etc. ...)
- 5- Cette privatisation sauvage s'accompagne de licenciements massifs de travailleurs abandonnés à leur sort.

Les délégués au 5^{ème} congrès ordinaire de la CSTB :

- ✓ Dénoncent cette politique de « tout privé et de l'Etat minimum » caractéristique du gouvernement de la rupture.
- ✓ Condamnent ladite politique qui met des mères et des pères de famille dans la rue et dans la désolation au mépris de leurs droits et des textes en vigueur reconnus aussi bien au plan national qu'international.
- ✓ Lancement d'un appel pressant aux militants de la CSTB, aux travailleurs de tous les secteurs et au peuple tout entier à se mobiliser comme un seul homme pour :
 - 1- Arrêter ces privatisations sauvages tous azimuts des secteurs vitaux et stratégiques de notre économie qui font du Bénin une entreprise privée au profit du chef de l'Etat et de son clan.
 - 2- Exiger sans conditions le retour des sociétés privatisées dans le patrimoine de l'Etat.

Fait à Cotonou, le 08 septembre 2017

Le 5^{ème} congrès ordinaire